

AYA - Appui aux indiens Yanomami d'Amazonie

15, Chemin de la Vi-Longe - CH - 1213 Onex / Genève - CCP 17-55066-2

Quelques brèves concernant l'Amazonie et les Indigènes du Brésil

AYA Info - No 62

Genève, le 28 juin 2011

"AYA Info" est en ligne sur quatre sites Internet : <http://www.terrabrasilis.ch> > Aya Info, <http://www.humanitaire.ws> > Rubriques > AYA; <http://www.okamag.fr/> > Nouvelles de nos frères d'ailleurs et <http://mci.fgc.ch/mci/> > actualités

L'IBAMA autorise la construction controversée de Belo Monte

Le 1^{er} juin, l'Institut Brésilien du Milieu Ambient (IBAMA) a accordé à Norte Energie SA – NESA, la licence qui permet la construction, sur le rio Xingu, de la très controversée usine hydroélectrique de Belo Monte et de son canal de dérivation. L'ouvrage est prévu pour avoir une puissance maximale de 11'233 megawatts qui en fait le 3^e plus grand du monde, après Itaipu à la frontière du Brésil et du Paraguay et celui des Trois Gorges en Chine. Le montant de l'investissement initialement prévu est de l'ordre de 19 milliards de Reais (environ 10 milliards de CHF ou 12 milliards de US\$). Selon le gouvernement, la première turbine devrait entrer en fonction en 2015. Dans un communiqué publié le même jour, Antonia Melo, la coordinatrice du "Mouvement Xingu Vivo Para Sempre" déclare : *"Nous ne reculerons pas d'un centimètre. Chaque erreur, chaque mensonge augmentera notre indignation et notre force de lutter. Cette autorisation est l'antichambre d'un crime que nous empêcherons coûte que coûte."* Les organisations indigènes de la région ont manifesté leur opposition à la construction de cet ouvrage depuis 1989. La Coordination des Organisations Indigènes de l'Amazonie Brésilienne (COIAB) confirme cette position. Le 1^{er} juin, elle a fait connaître l'indignation que lui cause la décision de l'IBAMA... *"Pareille décision fait honte à la nation brésilienne qui croit que la nature est un patrimoine qui doit être préservé..." "Le gouvernement brésilien ne respecte pas nos droits..." "Il veut détruire les peuples indigènes et les communautés traditionnelles avec son modèle de développement au service de l'intérêt du capital international, une idéologie qui détruit ce qui devrait être cultivé..."* De nombreuses organisations de la société civile, des scientifiques ont également fait connaître leur opposition. Mais la détermination des autorités n'a pas été ébranlée. Altamira, la localité la plus proche de l'ouvrage, connaît ses premiers conflits sociaux liés aux problèmes de logement et à la hausse des loyers.

* Voir AYA Info" Nos 61, 59, 58 et d'autres bulletins antérieurs. Pour en savoir plus (en portugais) : le communiqué de l'IBAMA : <http://www.ibama.gov.br/archives/15838> / La note du Mouvement Xingu Vivo : <http://www.xinguvivo.org.br/2011/06/01/ibama-libera-licenca-de-instalacao-para-belo-monte-as-vesperas-do-dia-mundial-do-meio-ambiente/> / La note de la COIAB : <http://www.coiab.com.br/coiab.php?dest=show&back=index&id=733&tipo=N>

DSEI-Y : Après avoir retenu des avions, les Yanomami obtiennent gain de cause

Le 19 mai, l'Hutukara Association Yanomami – HAY a adressé une lettre au responsable du Secrétariat Spécial de Santé Indigène – SESAI, pour lui faire connaître son désaccord relativement à la nomination d'une nouvelle responsable du District Sanitaire Spécial de Santé Indigène de l'aire Yanomami (DSEI –Y), nomination qui s'est faite sans leur accord, et qu'ils affirment être le résultat d'une interférence politique. Ils exigent le maintien en fonction d'une personne qui a leur confiance. Le 20 mai, pour appuyer leur demande, une soixantaine de Yanomami et Ye'kuna ont manifesté devant le siège de la Fondation Nationale de la Santé – FUNASA de Boa Vista, la capitale de l'État de Roraima. Pour le même motif, par deux fois les Yanomami ont empêché un avion de l'entreprise *Roraima Táxi Aéreo* de retourner à Boa Vista. D'abord, le 25 mai et pendant deux jours, la rétention a eu lieu dans la communauté de Haxiu, dans la région de Surucucu. Et le 30 mai, pendant dix jours, dans la communauté de Watorik dans la région du rio Demini. Chaque fois, l'avion était au service de la FUNASA pour le transport de marchandises et d'agents de santé. De nombreuses ONGs et autres entités ont manifesté leur appui à la revendication de l'HAY. Cette dernière s'est aussi adressée à James Anaya, le Rapporteur Spécial des Nations Unies pour les peuples autochtones. Finalement, le ministre de la santé a nommé Jonana Schuertz à la tête du DSEI-Y, la personne qui a la confiance des Yanomami.

Pour en savoir plus (en portugais) : la lettre du 19/05 de l'HAY :

<http://www.hutukara.org/urgente-carta-contr-a-indicacao-andreja-maia-oliveira.html> / La rétention de 2 avions : <http://www.hutukara.org/yanomami-retem-avioes-da-funasa-e-esperam-ser-ouvidos-pelo-ministro-padilha.html> / La nomination de Joana Schuertz : <http://www.socioambiental.org/nsa/detalhe?id=3364>

Secoya : IIIe cours de formation à la citoyenneté pour dirigeants Yanomami

Du 20 au 27 avril 2010, près d'une quarantaine de leaders Yanomami de l'État d'Amazonas étaient réunis au "xapono" (village circulaire) de Komixiwë, dans le moyen rio Marauíá, dans la commune de Santa Isabel do Rio Negro. Ils venaient d'une dizaine de xapono proches du rio Marauíá, de deux xapono du rio Demini et de deux représentants du xapono de Momohiteri situé au Venezuela. C'était le troisième volet d'une formation à la citoyenneté, un programme de la SECOYA qui a reçu l'appui de la commune genevoise de Meyrin. Le cours a commencé par une phase préparatoire au cours de laquelle, l'animateur du cours, Silvio Cavuscens a visité les différents xapono afin que ceux-ci désignent leurs représentants. Le cours a eu lieu dans les deux langues, yanomami et portugais. Une majorité de participants étaient des hommes. Les femmes présentes étaient originaires de la communauté de Komixiwë. Il y a eu quelques intervenants extérieurs liés aux entités qui agissent dans le territoire yanomami. Une partie du programme a consisté à faire un diagnostic du vécu des communautés. D'abord les problèmes relevant de la responsabilité des Yanomami eux-mêmes, par exemple, les divisions susceptibles d'opposer des villages entre eux ou la lutte contre la prolifération des cafards et des moustiques. Ils ont mais aussi évoqué les problèmes relevant des "napë" (les non yanomami), par exemple, le manque de médicaments et le mauvais fonctionnement du service de santé; la fermeture des postes de la Fondation nationale de l'indien – FUNAI; les abus commis à l'endroit des femmes séjournant dans les "Maison de l'Indien" et ceux commis par les employeurs de main d'oeuvre yanomami. Une autre phase du cours a été consacrée à la législation brésilienne relative aux organisations de la société civile. Les implications de ces formes d'organisation, les dépenses que cela entraîne, etc. Enfin les participants ont élaboré un programme de travail qui reprend les problèmes identifiés, comment y répondre, quand et qui prend quelle responsabilité ? Le prochain cours est fixé pour septembre ou octobre de cette année.

Pour en savoir plus (en portugais) sur le cours + quelques photos :

http://www.secoya.org.br/index.php?option=com_content&view=article&id=107:iii-curso-de-formacao-de-liderancas-yanomami-do-amazonas&catid=4:noticias&Itemid=29

Appel aux amis de la Secoya et des Yanomami

Les pressions qu'exerce la société des Blancs sur de nombreux peuples indigènes du Brésil, les Yanomami en particulier, sont de plus en plus fortes. Elles mettent en cause leur mode de vie et leur culture. Les communautés Yanomami de l'État d'Amazonas ont commencé un processus d'organisation qui est fondamental. Elles l'ont fait avec le soutien de l'association "Service et Coopération avec le peuple Yanomami" – SECOYA de Manaus, le partenaire de notre association AYA. La SECOYA veut relever un défi de taille : que les Yanomami de l'État d'Amazonas soient en mesure d'être les acteurs de leur propre destin. Dans ce domaine, elle se veut exemplaire : des Yanomami sont membres des instances de l'association. Son programme de travail touche plusieurs domaines : la santé, l'éducation, le développement durable, la citoyenneté et la capacité organisationnelle. Elle exerce l'essentiel de son activité dans un immense territoire très difficile d'accès. Les communautés indigènes ne sont accessibles que par les rivières, parfois jalonnées de rapides dont le franchissement est périlleux. Elle est également confrontée à un contexte politique, institutionnel et administratif particulièrement difficile. Depuis 2009 surtout, elle a commencé un intense travail de recherche de fonds pour garantir la continuité des actions sur le terrain, l'entretien de l'infrastructure minimale à son activité, et bien sûr, le paiement d'un minimum de personnel. Il est bien clair que les "bénéficiaires" de son action n'ont pas la possibilité de payer les services qui leur sont rendus. Le 7 juin, elle a lancé un appel à ses propres membres, mais aussi à la solidarité ses amis et à celles et ceux qui veulent soutenir la cause des Yanomami. Elle propose le versement d'un don unique ou le versement d'une cotisation mensuelle. AYA a décidé de relayer cet appel à la solidarité. Les dons peuvent être versés sur le compte postal de AYA – Appui aux indiens Yanomami d'Amazonie – 1200 Genève : CCP No 17-55066-2 > avec la mention "SECOYA". Par avance nous remercions celles et ceux qui manifesteront leur solidarité.

Pour en savoir plus (en portugais), le site de la SECOYA :

http://www.secoya.org.br/index.php?option=com_content&view=article&id=113:solicitacao-de-apoio-aos-amigos-da-secoya-e-dos-yanomami&catid=4:noticias&Itemid=29 > Amigos da Secoya...

Bernard Comoli (avec l'aide de Silvio Cavuscens)

PS : Pause estivale (en Europe) oblige : "AYA info" donne rendez-vous à ses lecteurs au mois d'août !